



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OPTI COM

3 RUE NAUDET
TOUR 03 APPT 0102
33170 Gradignan

Références : 26-302
Code AIOT : 0100311906

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement OPTI COM implanté 3 RUE NAUDET TOUR 03 APPT 0102 33170 Gradignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OPTI COM
- 3 RUE NAUDET TOUR 03 APPT 0102 33170 Gradignan
- Code AIOT : 0100311906
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le présent établissement est basé au droit de la parcelle n°1844 section B appartenant à la SCI DE CHARTRAN. Terrain suivi par l'inspection depuis plusieurs années et sur lequel a été historiquement exercée une activité illégale d'entreposage de VHU.

Les dernières visites de l'inspection ont également mis en évidence l'implantation de nouvelles activités illégales (activité d'entreposage VHU / garage / décharge). En particulier, le hangar situé au centre de la parcelle est occupé sur une moitié par la société OPTI COM (SIRET84950258800015) dont le siège social est basé à Gradignan, et qui exerce une activité d'installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels. C'est bien cette partie de la parcelle n°1844 section B qui délimite l'établissement dont il est ici question.

Outre certains véhicules en état de marche employés par cette entreprise, cette dernière entrepose divers déchets tels que des VHU, des DNDAE (déchet non dangereux d'activité économique). La proximité avec la décharge découverte en 2025 au nord de la parcelle permet de suspecter que certains déchets de ce producteur viennent l'alimenter.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dépôts de déchets	Arrêté Ministériel du 11/01/2012, article L.541-3	Mise en demeure, déchets	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'occasion de la visite d'inspection de l'établissement P. VIDEAU et de la parcelle détenue par la SCI DE CHARTRAN qui font l'objet de rapports distincts, il est constaté que le hangar situé au centre de la parcelle est occupé pour moitié par la société OPTI COM qui, outre les véhicules employés dans le cadre de ses activités, entrepose certains déchets issus de son activité ainsi que des VHU.

La société OPTI COM est mise en demeure d'évacuer les différents déchets en filière ad-hoc en transmettant les justificatifs de traçabilité des déchets à l'inspection. Dans le cas où l'un de ces deux points ne serait pas respecté, la société s'expose à des sanctions administratives financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépôts de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/01/2012, article L.541-3
Thème(s) : Risques chroniques, Dépôt de déchets sur une parcelle privée
Prescription contrôlée :

Article L541-3 :

I.-Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai d'un mois, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.

Au terme de cette procédure, si la personne concernée n'a pas obtempéré à cette injonction dans le délai imparti par la mise en demeure, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des mesures prescrites, laquelle est restituée au fur et à mesure de l'exécution de ces mesures.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° peuvent être utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations, ou l'exercice des activités qui sont à l'origine des infractions constatées jusqu'à l'exécution complète des mesures imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le versement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € courant à compter d'une date fixée par la décision jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux mesures prescrites par la mise en demeure. Le montant maximal de l'astreinte mise en recouvrement ne peut être supérieur au montant maximal de l'amende applicable pour l'infraction considérée ;

5° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 150 000 €. La décision mentionne le délai de paiement de l'amende et ses modalités. L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

L'exécution des travaux ordonnés d'office peut être confiée par le ministre chargé de l'environnement à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou à un autre établissement public compétent. Les sommes consignées leur sont alors reversées à leur demande.

[...]

+ Article L541-2 :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats :

Cette visite d'inspection est liée à l'affaire VIDEAU Philippe qui exerçait autrefois sur la parcelle située route des Valentons, caverne-Ouest sur la commune de St-Loubès, une activité de centre VHU soumise à la réglementation ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) non autorisée.

L'inspection qui s'était tenue en 2022 avait montré, malgré la présence de déchets résiduels de la parcelle, une nette amélioration de l'état de cette dernière avec l'évacuation des véhicules hors d'usages qui étaient présents par le passé.

En novembre 2025, l'inspection a pu constater une nette dégradation de l'état de la partie nord de la parcelle du fait de la présence :

- Sur la partie Ouest, une activité de réparation de véhicules ainsi que la présence d'une vingtaine de véhicules clairement hors d'usage (moteur démontés, partie plastiques tels que les pare-chocs retirés, pneus absents, etc.) sur une surface supérieure à 100 m² (évaluée à 2630 m²). Cette activité est un entreposage de VHU et relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE (NICPE) sous le régime de l'enregistrement (le seuil de classement correspondant à une surface d'entreposage de 100 m²);
- Sur la partie Centre et Est, un dépôt de déchets de déconstruction, dépollution de véhicules, DNDAE (déchets non dangereux issus d'activités économiques) est constaté sur une surface qui pourrait aller jusqu'à 5000 m². Certains tas sont posés à même le sol sans protection particulière tandis que d'autres sont recouverts de terre, formant des buttes sur tout l'arrière du terrain. Il est également observé des arbres morts à l'arrière de la parcelle. Cette activité correspond à un stockage de déchets non dangereux non inertes illégal et relève du régime d'autorisation au titre de la rubrique 2760-2b de la nomenclature précitée.

Lors de la présente inspection, en date du 26/03/2026, il est constaté une dégradation de la parcelle du fait de la présence de diverses activités exercées illégalement par différentes sociétés. La société OPTI COM est en particulier installée au centre du terrain, au niveau du hangar. En outre, l'inspection note la présence devant et au droit de ce hangar :

- d'une cinquantaine de poteaux de téléphonie visiblement endommagés et pouvant être qualifiés de déchets entreposés à l'air libre, sans protection spécifique ;
- de déchets divers et variés dispersés sous le hangar
- de cinq VHU (véhicules hors d'usages) immatriculés respectivement :
 - BT-137-TC / CL-156-PB appartenant à M. BOUKELA Yacine gérant de la société OPTI COM ;
 - CN-755-CS / BY-518-EK / BA-633-TE dont les cartes grises sont associés à deux personnes physiques qui seront contactés dans le cadre des suites de cette inspection ;
- quatre véhicules roulant appartenant à la société OPTI COM garées sous le hangar. Il est noté, sur certains camions, la présence des mêmes poteaux de téléphonie (non détériorés) entreposés devant le hangar ainsi qu'un camion benne rempli de déchets issus d'une activité économique (déchets issus de travaux BTP - cf. photo). Ces déchets sont du même

type que ceux retrouvés dans la décharge située au Nord de la parcelle et faisant l'objet d'un rapport distinct.

Pour l'heure, la société OPTI COM est seulement mise en demeure d'évacuer l'ensemble des déchets présents devant (poteaux téléphoniques) et sous le hangar. Cela inclut l'ensemble des déchets dispersés, le contenu du camion benne et les VHU. Les documents de traçabilité des déchets vers une filière ad hoc sont également transmis à l'inspection. Dans le cas où les preuves (photographies) permettant d'attester que les déchets ne seraient pas évacués **OU** que les documents de suivi officiels délivrés par une installation dûment autorisée ne seraient pas transmis à l'inspection sous un délai de **1 mois**, une amende d'un montant égal à l'élimination de l'ensemble des déchets présents sur la parcelle sera infligée à la société OPTI COM.

Par ailleurs, une information sur cette affaire est faite au procureur de la république, à la gendarmerie de Ambarès et à la mairie de Saint-Loubès.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société OPTI COM évacue l'ensemble des déchets présents sous et devant le hangar situé au centre de la parcelle et transmet **sous 1 mois** les justificatifs permettant d'attester de l'élimination des déchets vers une filière ad hoc (décharge pour les déchets ultimes et centre de dépollution de véhicules hors d'usages **enregistré** pour les VHU).

Une nouvelle inspection permettra de s'assurer que ces dispositions sont respectées. Dans le cas contraire, des sanctions administratives de type amende et astreintes financières seront appliquées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 1 mois